

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 28 janvier au 10 février 2013 – n°116**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## **Sénat : le PCF ne renonce pas à se faire entendre**

Lors des vœux de la présidente du groupe communiste, l'ensemble de la gauche a tenu à donner des signes d'apaisement après une année mouvementée pour la majorité.

Quiconque a parcouru les cérémonies de vœux des élus en connaît le caractère souvent formel et laborieux. La présence d'Alain Vidalies, ministre des Relations avec le Parlement, à ceux présentés par Éliane Assassi, présidente du groupe des sénateurs communistes, républicains et citoyens (CRC), était en conséquence particulièrement notable.

Il faut dire que la petite cérémonie qui se tenait mercredi soir dans les locaux de la questure du Sénat revêtait finalement un tour symbolique et très politique. Depuis que la Haute Assemblée est dirigée par la gauche pour la première fois sous la Ve République, de nombreux textes (9 sur 15) ont été retoqués à la suite du refus des communistes, en position charnière, d'y apporter leur soutien. « Il n'y a jamais de surprise, rappelle Éliane Assassi. Sur le fond, ces textes décevaient les attentes du 6 mai 2012; sur la forme, notre groupe n'a pas été associé à l'élaboration des textes. » Il s'agissait donc, pour le gouvernement comme pour le président du Sénat, Jean-Pierre Bel (PS), venu avec les présidents des autres groupes de gauche à la cérémonie du groupe CRC, de donner des gages. « Des signaux nous sont adressés et je m'en félicite », acte la sénatrice de Seine-Saint-Denis.

Jean-Pierre Bel promet : « On va tout faire, texte par texte, pour essayer de retrouver cette majorité qui a fait basculer le Sénat. » Deux réunions réunissant les présidents des groupes communistes, le secrétaire national du PCF, et Alain Vidalies autour du premier ministre se sont déjà tenues. Le ministre des Relations avec le Parlement dit souhaiter qu'elles se tiennent désormais régulièrement : « La périodicité envisagée est une fois par mois. » Contrairement au président du groupe PS, François Rebsamen, qui a répété à l'envi dans ses vœux, le lendemain, que les votes des communistes sont « imprévisibles », Alain Vidalies considère qu'« on est dans la cohérence : on ne peut pas demander au groupe communiste de respecter une solidarité à laquelle il ne s'est pas engagé ». Sans être engagé, le groupe CRC ne veut surtout pas laisser dire qu'il serait dans l'opposition. « Nous ne sommes ni butés, ni figés dans une posture. Ce que nous voulons, c'est la réussite, et nous ne renoncerons pas à ce que le changement annoncé se concrétise », martèle Éliane Assassi.

### **Vers l'amnistie sociale ?**

Éliane Assassi a annoncé que la niche parlementaire réservée au groupe CRC, le 27 février, serait consacrée à une proposition de loi d'amnistie pour les salariés condamnés pour des actes de lutte. Le ministre Alain Vidalies a laissé entendre à l'Humanité que la proposition ne rencontrait pas l'hostilité du gouvernement, qui l'étudie en ce moment. Ce texte, symbolique, pourrait être un moyen, pour le gouvernement, de donner des gages à peu de frais.



**Les communistes étaient dans la rue pour le mariage pour tous, les parlementaires PCF voteront pour.**

## **Agenda**

Réunions de soutien aux Roms  
les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique  
ensemble sur le quai de  
Chavoire pour montrer notre  
détermination à utiliser ce quai  
illégalement privatisé par  
quelques-uns

Mardi 29 janvier Réunion MJCF

20h30 à l'Agora Bonneville:  
Ciné'UP : « Les coups de cœur  
du festival du film d'animation  
d'Annecy » Présenté par l'OCA  
et l'UP

**Jeudi 31 janvier Grève  
fonction publique 14h  
manifestation Préfecture  
Annecy**

Réunion Chaîne Humaine contre  
les haines

20H30 Thonon Débat CGT "Les  
salariés pigeonnés!" Espace  
Tully avec JF NATON & Ch  
PRUDHOMME

20H Atelier EquiThés 65, route  
de S'nailles 74310 Les Houches  
« Le Lyon-Turin en question »  
Preuves en main

**Vendredi 1er février 10H30  
tribunal correctionnel  
d'Annecy manif contre la  
répression de militants CGT**

20H salle polyvalente Contamine  
sur Arve « L'eau, un enjeu  
planétaire » Jacques Cambon «  
L'eau de votre robinet » T  
Cambon, directeur de la régie  
des eaux de Contamine

Samedi 2 février 16H30 place  
Tochon Annecy Cercle du  
Silence

19H Cuisines du monde  
Accueillir l'Étranger MJC des  
Romains 28 Avenue du stade  
Annecy

Mercredi 6 février 19H Repaire  
Là-bas si j'y suis Le Dersim –  
Meythet

## Intervention française au Mali : pourquoi le choix de la guerre?

[http://www.jeunes-communistes.org/2013/01/17-intervention-fran%C3%A7aise-mali-pourquoi-choix-guerre-7124#.UPveL\\_J0qZQ](http://www.jeunes-communistes.org/2013/01/17-intervention-fran%C3%A7aise-mali-pourquoi-choix-guerre-7124#.UPveL_J0qZQ)

Le Mali est un pays pauvre où 47% de la population vit sous le seuil de pauvreté et où 51% de la population n'a pas accès à l'eau. Le Produit Intérieur Brut par habitant est quant à lui inférieur à 900€ par an et par habitant.

La situation actuelle est héritée de plusieurs décennies d'instabilité. Contrairement à ce que veut nous faire croire le gouvernement et la propagande des JT de 20h, le conflit actuel ne met pas aux prises simplement une armée malienne et islamistes.

Les Touaregs sont en opposition avec le pouvoir central et revendiquent l'indépendance d'une région et font partie du MNLA, un groupe de combattants actuellement opposés aux troupes françaises.

Les grandes puissances dont la France sont responsables de la situation, pour 3 raisons:

- Tout d'abord le Mali ainsi que les pays environnants font les frais d'années de mises en place de politiques libérales du FMI; Celles-ci ont abouti à l'effondrement des États centraux, ce qui a permis, dans la région, le développement du terrorisme et des grands trafics perpétrés par des réseaux criminels.

- Ensuite les frontières des pays d'Afrique découlent de la colonisation et ne reflètent en rien les équilibres traditionnels de ces pays. Leur tracé conduit directement à de véritables guerres civiles et à l'instabilité politique surtout quand les régimes mis en place privilégient certaines catégories de citoyens au détriment d'autres.

- Enfin la récente intervention en Libye a transformé la région en un véritable arsenal à ciel ouvert, permettant aux groupes radicaux de s'armer lourdement. Ainsi au delà du Mali tous les pays de la région sont touchés par les dommages collatéraux de l'intervention en Libye.

### Or, pétrole, uranium et lithium... Les raisons de la guerre

Le Mali est riche de ses ressources naturelles : l'or (le Mali est le 3e producteur de la région), pétrole mais surtout uranium et lithium. Les gisements sont majoritairement exploités par des entreprises françaises et particulièrement par Total et Areva. Ces ressources sont d'ailleurs situées dans les zones actuellement contrôlées par les islamistes et les Touaregs.

Nous sommes solidaires du sentiment patriotique des maliens, de leur souveraineté.

Mais ce n'est pas la guerre qui leur permettra d'atteindre la stabilité et la fin des exactions terribles des islamistes. Ce qu'il faut c'est transformer le pays en profondeur, lui permettre d'atteindre la prospérité économique et la justice sociale.

C'est le développement, c'est un juste partage des richesses qui permettra au Mali de sortir de la crise, non une intervention militaire extérieure, car l'islamisme

## Rapport Cour des comptes : une offensive générale contre l'emploi !

Dans un contexte où le chômage atteint en France des records, où le président de la République a fait de l'inversion de la courbe du chômage l'essentiel de son objectif pour 2013, la Cour des comptes vient de rendre public son rapport sur le marché du travail.

Clairement inscrit dans les accords de «sécurisation» de l'emploi refusés par la CGT et FO, mais entérinés par les organisations patronales, MEDEF en tête, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, le rapport vise à inciter à l'adaptation de cette politique publique de l'emploi aux mesures préconisées dans cet ANI du 11 janvier 2013. Chaque élément clé de cet accord interprofessionnel y est traité, alors même qu'il doit faire l'objet d'une transposition dans la loi et donc faire l'objet d'un débat parlementaire par la représentation nationale. En réalité, la Cour des comptes fournit avec ce rapport une trame très orientée contre les chômeurs et l'emploi aux futures négociations de la convention Unédic.

Dans le même temps, le rapport s'inquiète de l'explosion du chômage en France, qui rend déjà caduque la promesse de François Hollande sur l'inversion de la courbe du chômage à la fin de l'année. Et il recherche par tous les moyens à freiner le niveau des dépenses d'indemnisation des chômeurs d'ores et déjà prévisible, au nom de la maîtrise des déficits publics. A la grande joie du patronat.

Après les accords de sécurisation de l'emploi, ce rapport ouvre un front supplémentaire dans la grande offensive menée par le patronat contre l'emploi et les chômeurs. On regrette une fois de plus l'appui que lui donne le gouvernement. Les français n'ont pas voté pour cela en mai dernier.

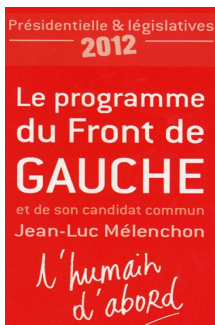
## Rouen : Face au risque industriel, pas d'austérité pour la sécurité des salariés et des populations

Lundi 21 janvier un accident a provoqué une fuite de Mercaptan à l'usine Lubrizol de Rouen, un gaz toxique en cas de très forte concentration ce qui n'est pas le cas actuellement. Sa dispersion dans l'atmosphère et son odeur particulièrement nauséabonde a incommodé de très nombreuses personnes dans l'agglomération de Rouen, et même de l'Île-de-France jusqu'au sud de l'Angleterre. Son inhalation, même à dose réduite, peut provoquer des irritations pulmonaires, des nausées, des vomissements. L'urgence est à la totale neutralisation de ses émanations et au colmatage du réservoir dans lequel a été transféré le contenu du bac d'où s'échappe le Mercaptan.

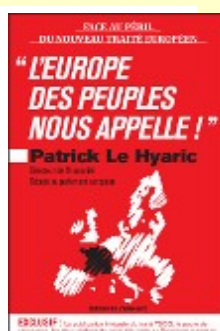
L'enquête administrative diligentée par la ministre de l'environnement Delphine Batho devra déterminer l'origine de cet accident et établir les responsabilités de la société Lubrizol. L'entreprise de Rouen est une filiale de Lubrizol Corporation (USA). Elle appartient à la holding Berkshire Hathaway, 8e entreprise mondiale, dirigée par Warren Buffet ; une société connue pour sa gestion libérale peu attentive au sort de ses salariés. Ce n'est pas la première fois que de tels incidents se produisent au sein de cette société. Déjà en 1975, Lubrizol Rouen devait répondre devant le tribunal de ses manquements face à une situation identique. Toute la lumière doit être faite sur cet incident important !

Les salariés sont en première ligne face au danger industriel. La course au profit et à la productivité se fait trop souvent au détriment des règles élémentaires de sécurité dans les conditions de travail. Dès lors de très nombreuses questions se posent. L'entreprise a-t-elle intégré réellement le retour d'expérience dans sa gestion des risques ? La formation des salariés leur permet-elle réellement de faire face à de tels accidents ? Sont-ils régulièrement consultés afin d'améliorer les processus de production et réaliser les investissements au bon niveau ?

Si le pire a été évité, on peut légitimement s'interroger sur le contrôle des procédures d'exploitation de ce type d'usine, sur le mode d'information des risques en direction des populations et les conditions d'élaboration des plans de prévention des risques technologiques (PPRT). Pour cela on ne doit pas mégoter sur les moyens financiers affectés aux services publics de l'environnement. Face au risque la sécurité des salariés et des populations ne méritent pas l'austérité budgétaire.



**A lire**  
**L'Humain d'abord**,  
programme du Front  
de Gauche.  
Demandez-le aux  
militants PCF : 2€.   
Patrick Le Hyaric,  
directeur de l'Humanité  
et député européen,  
décrypte les menaces  
du nouveau traité  
européen.







**Au-delà de la guerre,  
ce que les Maliens  
attendent de la France**

TABLE RONDE A BAMAKO PAGE 60

**L'OBsolescence PROGRAMMÉE**

**CES OBJETS FABRIQUÉS  
POUR NE PAS DURER**

Page 30



**JEAN-CLAUDE MAILLY**  
SECRETARE GENERAL DE FO

« La flexibilité, c'est maintenant. Les députés doivent voter en connaissance de cause »

Extraction Page 12

France 24, France 3, France 5, France 6, France 7, France 8, France 9, France 10, France 11, France 12, France 13, France 14, France 15, France 16, France 17, France 18, France 19, France 20, France 21, France 22, France 23, France 24, France 25, France 26, France 27, France 28, France 29, France 30, France 31, France 32, France 33, France 34, France 35, France 36, France 37, France 38, France 39, France 40, France 41, France 42, France 43, France 44, France 45, France 46, France 47, France 48, France 49, France 50, France 51, France 52, France 53, France 54, France 55, France 56, France 57, France 58, France 59, France 60, France 61, France 62, France 63, France 64, France 65, France 66, France 67, France 68, France 69, France 70, France 71, France 72, France 73, France 74, France 75, France 76, France 77, France 78, France 79, France 80, France 81, France 82, France 83, France 84, France 85, France 86, France 87, France 88, France 89, France 90, France 91, France 92, France 93, France 94, France 95, France 96, France 97, France 98, France 99, France 100

**TV**

TOUS LES PROGRAMMES DE LA SEMAINE

+ NOTRE SÉLECTION

### Traité de l'Élysée : le Front de gauche et Die Linke pour un partenariat franco-allemand pacifiste, coopératif et citoyen

La France et l'Allemagne célèbrent en grandes pompes l'anniversaire du Traité de l'Élysée aujourd'hui à Berlin. Compte tenu de sa portée symbolique et de son importance pour la réconciliation franco-allemande, la séance commune des parlements français et allemands au Bundestag est une bonne initiative.

Mais quelles perspectives pour la relation franco-allemande, 50 ans plus tard, dans un monde qui a tant changé et dans une Europe en crise ? A la veille de la cérémonie officielle au cours de laquelle André Chassaigne a pris la parole pour notre groupe à l'Assemblée nationale, nous avons tenu une initiative commune du Front de gauche et Die Linke. Nous avons défini ensemble trois principes qui devraient présider, dans une optique de gauche, pour la coopération entre nos peuples.

Cette coopération doit être pacifique. La France et l'Allemagne devraient promouvoir partout des solutions politiques de résolution des conflits et agir pour la paix et la sécurité dans le monde.

Ce partenariat doit être coopératif. Nous refusons l'idée d'une « Europe qui parle allemand » comme celle d'un « condominium » franco-allemand sur le reste des pays européens. Dans l'UE, chaque peuple doit compter pour un !

Nous voulons une coopération citoyenne, qui favorise l'échange de jeunes, de créateurs, les initiatives communes des militants progressistes, les acteurs des mouvements syndicaux, sociaux, écologiques, féministes, antifascistes et pacifistes. C'est la clé d'une authentique amitié franco-allemande.

Le Front de gauche et Die Linke ont également défini un programme de travail commun pour les deux années à venir. Nous tiendrons notamment, à l'initiative de nos groupes parlementaires respectifs, une initiative en France dans les semaines prochaines autour du rapport Gallois afin d'informer les français sur les conséquences de ces mesures que les travailleurs allemands expérimentent depuis 10 ans, depuis l'adoption des réformes Hartz.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du PGE

### Israël : les résultats provisoires des élections n'annoncent rien de bon pour la suite

Les résultats provisoires des élections israéliennes n'annoncent rien de bon pour la suite. Benjamin Netanyahu, avec une courte victoire, serait appelé à former le prochain gouvernement. Ce politicien de l'ultra-droite nationaliste et anti-palestinienne, allié ou concurrent d'une extrême droite qui sort renforcée de ce scrutin, est un danger pour Israël, pour la région et avant tout pour le peuple palestinien. Il n'a fait qu'accélérer la colonisation alors même que l'ONU faisait de la Palestine un État observateur.

Beaucoup ne cessent de s'extasier aujourd'hui sur le succès du centriste Yaïr Lapid, présenté comme le Georges Clooney de la politique israélienne. Cet homme de droite se veut représentant modéré des « bobos » et de la classe moyenne. Il prétend vouloir négocier avec les palestiniens et s'affirme pour une solution avec la coexistence de deux États... mais il affirme que Jérusalem appartient à Israël et à personne d'autre. Il refuse le démantèlement des blocs de colonies. Il récuse le droit au retour des palestiniens. On se demande bien ce qui pourrait être négocié dans ce cadre et ce que son entrée au gouvernement pourrait bien changer à la politique d'occupation et de colonisation conduite jusqu'ici...

Le PCF se réjouit du bon résultat du Hadash - le front dirigé par le Parti communiste israélien - qui retrouve ses quatre députés. Le soutien aux forces de paix, anticolonialistes et progressistes israéliennes s'impose plus que jamais.

### Le PCF se réjouit de la libération de Florence Cassez

Le PCF se réjouit de la libération de Florence Cassez intervenue dans le contexte des changements politiques au Mexique et en France.

Ces changements ont permis une normalisation positive des relations entre les deux pays.

La justice mexicaine a dû tenir compte de la manipulation policière qui avait accompagné l'arrestation de Florence Cassez il y a 7 ans. Le Mexique est un des pays où le niveau de la violence est l'un des plus élevés au monde.

Le PCF réaffirme son soutien à tous les progressistes mexicains qui ne cessent d'agir face à ce défi national majeur pour réunir les conditions sociales de la sécurité publique et d'un État de droit.

### Algérie : « Concertation d'ensemble urgente sur les causes de la crise Sahelo-malienne »

Le bilan de la prise d'otages au siège gazier d'In Amenas en Algérie, n'est toujours pas connu et la confrontation armée, suite à l'assaut de l'armée algérienne, ne semble pas terminée et aurait fait de nombreuses victimes. Cette attaque d'un groupe djihadiste élargit et aggrave encore la crise sahélo-malienne, et accroît les inquiétudes quant à l'avenir de toute la région.

Le PCF souligne l'importance décisive, dans ces circonstances, d'une concertation de l'ensemble des pays européens et de l'Union européenne avec les pays du Sahel, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, l'ensemble des États de l'Union africaine pour entreprendre une transformation radicale des règles et des conditions de la coopération, des financements et des critères de l'aide au développement, pour construire une véritable sécurité et une paix durable pour les peuples de cette région. Le déroulement tragique et très préoccupant de cette crise doit contraindre l'ensemble des gouvernements concernés à l'urgence d'une réflexion collective sérieuse sur les causes afin que des réponses alternatives et fortes soient engagées pour l'avenir.

### Taux du livret A à 1,75% : Une baisse profondément injuste

Alors que le gouvernement Ayrault a de nouveau augmenté le plafond du livret A, le portant à 22 950€ contre 15 300 il y a 3 mois, soit une augmentation de 50 %, il s'apprêterait à en diminuer la rémunération. Le taux d'intérêt du livret A passerait de 2,25 % actuellement à 1,75 % au 1er février prochain ; et non à 1,50% si la formule prévue par la loi avait été appliquée à la lettre.

Cette diminution est profondément injuste. Elle entraînerait une perte de revenu pour les détenteurs de petits livrets, de loin les plus nombreux, puisque 46,6% des livrets sont inférieurs à 150€, tandis que 8,5% sont au plafond et concentrent 43,2% de l'encours total. Simultanément, la capacité de défiscalisation du revenu produit par ce type de placement pour les détenteurs des plus gros livrets s'en trouverait considérablement accrue.

C'est dire le besoin d'une réforme profonde de l'épargne réglementée de façon, non seulement à accroître la justice sociale mais aussi à faire en sorte que ses encours servent beaucoup plus encore au financement du logement social, et de missions d'intérêt général, contre toute fuite vers le marché financier. Renforcer les circuits de financement échappant à l'emprise des marchés financiers serait l'un des objets que devrait viser un véritable pôle financier public.

## **Renault : « Véritable coup de massue pour les salariés »**

Le constructeur automobile Renault a annoncé hier une réduction de 7 500 postes, d'ici 2016, soit 17% de ses effectifs. C'est un véritable coup de massue pour les salariés français de Renault.

En se félicitant qu'il n'y ait « ni licenciement, ni fermeture d'usine » et en parlant d'un « cadre normal » de gestion des effectifs et du personnel, le satisfecit décerné par le ministre du redressement productif Arnaud Montebourg, est consternant !

Est-ce un hasard si cette annonce tombe quelques heures après l'accord MEDEF- CFDT qui entérine les accords compétitivité pour « éviter les licenciements secs » ?

Ce qu'ont dénoncé les organisations non signataires CGT et FO, Carlos Ghosn l'applique aux salariés de Renault : un chantage sur l'emploi avec une augmentation du temps de travail, une baisse des salaires et une remise en cause des acquis sociaux. Bref des efforts qui vont reposer essentiellement sur les épaules des salariés alors que la trésorerie de Renault et les bénéfices réalisés permettent de continuer de verser des millions d'euros aux actionnaires.

Ce n'est pas le « coût du travail » qui pèse sur les résultats mais le coût du capital avec les profits massivement versés aux actionnaires au détriment de l'emploi.

Si Renault et les constructeurs français pâtissent d'une baisse importante des ventes de voitures particulières et utilitaires, les causes principales sont l'appauvrissement des Français et le ralentissement de l'économie. D'ailleurs le marché du véhicule d'occasion (4,5 millions) n'a jamais été aussi dynamique. En comparaison, il est à noter pour les véhicules de luxe que les résultats restent stables.

Comme l'affirment le PCF et le Front de gauche, les solutions, pour lutter contre le démantèlement du secteur de l'automobile, impliquent un changement de cap industriel et une relance économique par l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat.

Le PCF apporte son total soutien à l'action des salariés de Renault qui débrayent aujourd'hui, dans de nombreux sites.

## **Georges Ibrahim Abdallah : « Les règles de l'État de droit ne sont pas respectées »**

Georges Ibrahim Abdallah, incarcéré en France depuis 29 ans, a obtenu le 21 novembre dernier un avis favorable de la justice française à sa demande de libération, assorti d'un arrêté d'expulsion du territoire français signé par le Ministre de l'intérieur. Cet arrêté n'a pas été signé par Manuel Valls et le Tribunal d'application des peines a reporté sa décision au 28 janvier dans l'attente d'une décision.

Les autorités libanaises ont demandé des explications à l'ambassadeur de France. Le Premier ministre libanais a qualifié ce report « d'injustifiable ». Cette situation suscite de l'incompréhension, une vive émotion au Liban car Georges Ibrahim Abdallah, libérable depuis des années, fait manifestement l'objet d'un traitement d'exception. Et ce serait sous pression de l'administration américaine que Manuel Valls n'aurait pas signé l'arrêté d'expulsion.

Le PCF souligne le caractère consternant d'une telle situation judiciaire. Les règles élémentaires de la justice, de l'État de droit doivent être respectées et Georges Ibrahim Abdallah doit, en conséquence, être libéré.

## **Un second souffle pour l'appel "Droit de vote 2014" pour les résidents étrangers**

Cher(e) ami(e),

Je fais partie des 13 000 premiers signataires de l'appel national « droitdevote2014 » qui interpelle le Président de la République pour que tous les résident(e)s étranger(e)s puissent voter et être élu(e)s dès les élections municipales de 2014. Nul besoin que je vous explique les tenants et les aboutissants de combat si ce n'est pour vous dire que c'est un de mes combats de toujours

Les organisateurs de la campagne souhaitent lui donner un second souffle estimant que pour gagner ce droit dès maintenant, il faut qu'un plus grand nombre de personnes signer l'appel. et c'est vrai que 13 000, c'est à la fois beaucoup et trop peu au regard des enjeux et de la nécessité de mobiliser plus largement

C'est pourquoi je me permets de faire appel à vous pour que vous signiez cet appel (si vous ne l'avez déjà fait) et que vous le relayez autour de vous.

Merci de votre aide.

Que 2013 soit l'année qui permette à toutes et à tous de voter en 2014.

Bien amicalement.

Marie-Christine Vergiat

Pour signer la pétition : <http://droitdevote2014.org>

## **APRES LA LIBERATION DE FLORENCE CASSEZ LE GOUVERNEMENT FRANCAIS DOIT INTERVENIR POUR SEVIL SEVIMLI**

Après huit années de détention, Florence Cassez a été libérée hier sur décision de la Cour Suprême mexicaine.

Si nous nous réjouissons pour la jeune femme et sa famille, une interrogation persiste. Pourquoi la diplomatie française s'est-elle autant engagée pour libérer une détenue de droit commun, quitte à créer des tensions entre nos deux pays alors qu'en parallèle elle est bien moins ferme et déterminée quand il s'agit d'exiger la libération de nos ressortissants détenus pour des raisons politiques par des états aux méthodes plus qu'autoritaires ?

Nous pensons notamment à Salah Hamouri, qui a purgé 7 ans de prison en Israël parce qu'il a eu le tort d'être d'origine palestinienne.

Nous pensons également à Sevil Sevimli, jeune étudiante franco-turque emprisonnée cet été durant trois mois dans une prison turque de haute sécurité pour avoir notamment participé à la manifestation du 1er Mai à Istanbul.

A l'heure actuelle, Sevil n'a toujours pas le droit de quitter le territoire turc, elle est coupée de sa famille, ne peut pas poursuivre ses études et risque près de quinze ans de prison parce qu'elle a exercé ses droits démocratiques.

Monsieur Fabius, Monsieur Hollande, qu'attendez-vous pour faire rentrer Sevil chez elle, en France ?

L'Union des Étudiants Communistes de France

## **Kurdistan/bombardements : « Politique militariste et agressive du gouvernement turc »**

Il y a de l'indécence dans la décision des autorités turques de bombarder des dizaines de bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) alors même que des négociations avaient été engagées entre Ankara, d'une part, le PKK et Abdullah Ocalan, d'autre part, pour une solution politique de la question kurde.

Le PCF condamne d'autant plus fermement ces bombardements que 3 cadres du mouvement kurde, 3 femmes militantes ont été assassinées à Paris du fait même de leur engagement pour les droits du peuple kurde et pour un règlement politique. Malgré ce crime profondément choquant, les kurdes continuent d'en appeler à une solution politique. C'est un choix courageux et de grande responsabilité.

Dans ces circonstances, on peut douter de la volonté du gouvernement turc d'agir vraiment pour un règlement négocié. Cette politique militariste et agressive du gouvernement turc fait peser sur les autorités d'Ankara elles-mêmes de fortes suspicions sur l'origine et les commanditaires des assassinats commis à Paris.

Le PCF appelle les autorités françaises à mettre en cause l'accord de coopération sécuritaire et répressive avec la Turquie.

## Conclusions du 33ème congrès du PC Luxembourgeois: « Il faut nationaliser la sidérurgie pour un euro symbolique »

Rapport de conclusion du 33ème congrès du Parti communiste luxembourgeois (KPL) réalisé par Ali Ruckert président du KPL

Traduction réalisée par la section de Jarny du PCF 54 (aménagée par AC) pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

La 33e Congrès de la KPL est organisé dans une situation extrêmement difficile et complexe, à la fois politique et sociale, et l'une de nos tâches est de trouver des réponses à un certain nombre de défis et de prendre des décisions qui inspirent confiance et espoir aux travailleurs de ce pays.

La situation internationale est caractérisée par 2 éléments fondamentaux. D'une part la crise toujours plus profonde, structurelle du capitalisme, liée à une offensive brutale du capital, dont l'objectif est de supprimer tous les acquis du mouvement ouvrier au 20ème Siècle, gagnés par la lutte.

D'autre part, la résistance des travailleurs et des travailleurs contre l'exploitation, la dégradation de leurs conditions et les reculs sociaux, une résistance déformée ou étouffée par les médias, mais dont les communistes parlent en détail dans leur presse, parce que ces luttes peuvent aider à renforcer notre propre lutte au Luxembourg.

Dans cette situation complexe, il y a à la fois de grands risques de recul social et civilisationnel, mais il y aussi de grandes potentialités de changements progressistes et révolutionnaires.

Les développements depuis notre Congrès précédent de mars 2009 ont confirmé notre analyse.

La crise cyclique du capitalisme, qui a commencé en 2007 va bon train, naturellement, aucune issue ne pointe à l'horizon. Bien au contraire. De vastes régions du monde capitaliste risquent de plonger dans une longue période de stagnation et de déclin économique.

La crise du capitalisme et ses tares congénitales

Cette crise est l'expression d'une crise structurelle plus profonde du capitalisme, très forte et potentiellement destructrice, reflet de la domination du capitalisme financier. La spéculation financière a pris de telles proportions que le risque d'une explosion est de plus en plus probable.

Contrairement à ce que croient certains, la crise n'est pas seulement une conséquence de la méchanceté et de la cupidité d'une poignée de capitalistes ou de trusts, ou due aux excès du marché, à la défaillance des mécanismes de régulation du système financier capitaliste, que l'on pourrait corriger.

Il s'agit d'une conséquence logique du fonctionnement du capitalisme lui-même, un défaut de naissance : la poursuite du profit maximal, le caractère social du processus de production et l'appropriation privée de ses produits.

Cette crise a également confirmé – et il est important que nous le soulignons – la justesse des analyses fondamentales issues de notre théorie marxiste-léniniste, y compris la loi tendancielle de la baisse du taux de profit, Karl Marx dans le Capital a montré que le capital cherche à tout prix – avec les méthodes les plus brutales quand il n'a pas d'autres choix – à intensifier l'exploitation des salariés et à pousser la

spéculation encore plus loin que ce n'est actuellement le cas, dans le but de maximiser leurs profits.

Partout dans le monde, y compris en Europe, nous voyons qu'il y a des forces qui luttent contre l'exploitation capitaliste, contre la restriction des droits politiques, démocratiques et sociaux des travailleurs, contre la guerre, l'oppression néo-coloniale.

Dans de nombreux pays de l'Union européenne, des manifestations et des grèves se sont déroulées contre les coupes brutales dans les services sociaux, la résistance palestinienne et la résistance contre l'occupation impérialiste de l'Irak et de l'Afghanistan se poursuivent, dans certains pays du monde arabe le mouvement de protestation repart, et dans un certain nombre de pays d'Amérique latine de grandes transformations sont en cours dans l'arrière-cour des États-Unis, dans un combat pour la souveraineté et le progrès social.

Cela nous montre qu'il est toujours possible de résister contre l'exploitation capitaliste et l'agression impérialiste, et de défendre ainsi nos acquis, comme c'est le cas à Cuba socialiste, dont le Parti communiste est présent ici, nous le saluons chaleureusement – même si les conséquences dramatiques de la défaite du socialisme au 20ème siècle en Europe lui imposent une rude contre-offensive du capital, avec un rapport de forces mondial qui n'est pas en notre faveur. Mais le cours de l'histoire n'est pas figé éternellement.

La crise, qui a commencé il y a cinq ans aux États-Unis et s'est propagée à tous les continents, est pour nous, les communistes la preuve que le capitalisme aujourd'hui est non seulement incapable de résoudre les problèmes des travailleurs et des peuples, mais qu'il ne fait que les aggraver.

Cela confirme que le capitalisme n'est pas seulement incapable de prévenir les crises, mais que les crises sont de plus en plus destructrices. Les contradictions du système capitaliste s'intensifient, et cela concerne en particulier avec la contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production. Depuis notre dernier congrès il y a quatre ans, de grands changements se sont produits au Luxembourg.

La crise du capitalisme a fait réfléchir beaucoup de gens, notamment quand les gouvernements de la France, la Belgique et du Luxembourg ont sauvé de la faillite deux banques Dexia et Fortis, avec des milliards de garanties venant de l'État. En 2010, les garanties du gouvernement luxembourgeois Dexia constituaient déjà 4 milliards d'euros, soit 9,6% du PIB d'alors. Un PIB qui avait chuté un an auparavant, en 2009, de plus de 5%.

La faillite des deux banques a donc été empêchée par l'injection d'argent public, et beaucoup pensaient que le pire était passé et qu'on arrivait au bout du tunnel. Mais ce n'était que le début, la crise capitaliste était tellement forte que si les banques, qui avaient fortement spéculé, devaient s'en sortir, la crise touchait d'autres secteurs de l'économie, en particulier dans le secteur industriel.

Cela signifie que de nombreuses entreprises ont réduit leur production et introduit une réduction des heures de travail, avec un nombre record de faillites et une baisse générale de la production.



Cela s'intègre dans la politique des différents gouvernements depuis des décennies. Plutôt que de développer le noyau industriel, de l'acier, avec un large éventail de produits de grande qualité, plutôt que d'encourager les petites et moyennes entreprises dans tous les secteurs, les gouvernements ont préféré miser sur une politique de niche dans le secteur financier, ainsi que dans l'attraction de grandes entreprises étrangères, sur lesquelles on a aucun pouvoir, avec des décisions prises à l'étranger et des possibilités de délocaliser à tout moment, comme nous l'avons connu plus d'une fois dans notre histoire.

Exproprier ArcelorMittal pour un euro symbolique!

Pour les communistes, une chose est claire: si rien n'est fait pour enrayer cette tendance, si à court terme toutes les entreprises comme ArcelorMittal ne sont pas nationalisées, il en sera bientôt fini de l'industrie sidérurgique au Luxembourg, et le sud du pays en sera réduit à un désert économique.

Pour les communistes, ce n'est pas une option envisageable, le KPL demande donc que Mittal soit exproprié pour un euro symbolique, et que toutes les activités d'ArcelorMittal, les usines ainsi que les mines et terrain soient intégrés au secteur public, gérés conjointement par l'État, les municipalités, les syndicats et les travailleurs de l'acier.

Mais cela doit également s'appliquer à d'autres grandes entreprises, par exemple pour l'industrie de l'énergie dans son ensemble, dans le secteur bancaire au Luxembourg ainsi que pour les compagnies d'assurances qui doivent être fusionnées en une seule banque publique. Mais c'est aussi valable pour les entreprises d'importance stratégique tels Lux-Air et Cargolux, que le gouvernement a déjà été livré au cheikh de Qatar pour 30 millions d'euros.

Pour les communistes, la plupart d'entre eux syndiqués, il est clair que le KPL soutiendra les actions des syndicats dans le secteur privé et le secteur public qui visent à défendre les emplois et les intérêts sociaux et économiques des travailleurs, comme cela a déjà été le cas.

En outre, ils luttent contre l'intégration des syndicats dans le système capitaliste, par l'idéologie du « dialogue social », le but des syndicats n'est pas seulement de lutter pour l'amélioration des conditions des travailleurs mais aussi de lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Donc contre un système qui ne peut exister sans l'exploitation, le capitalisme, une tradition qui s'inscrit dans l'histoire de notre mouvement ouvrier.

Il faut réduire drastiquement le budget militaire

La grande majorité des gens a compris les propositions du Parti communiste, et elles ont été chaleureusement accueillies, de proposer la réduction drastique du budget militaire pour dépenser l'argent, non plus dans des aventures militaires à l'étranger, l'achat de véhicules blindés ou de quelques drones tueurs, et autres programmes militaires. Mais c'est pas l'orientation du gouvernement, et nous avons maintenant un budget militaire qui bat tous les records.

Beaucoup de gens ont compris la position du Parti communiste sur la nécessité d'une séparation de l'Église et de l'État, selon quoi les communautés religieuses, parce que la religion est une affaire privée, doivent aussi avoir un financement privé, de sorte que l'État et les collectivités pourraient économiser des centaines de millions d'euros et les dépenser à des fins sociales.

Mais c'est ce que le gouvernement ne fait pas. Au contraire. Le CSV et le LSAP discutent déjà de la manière dont ils pourraient mettre en place un plan de financement des diverses communautés religieuses.

Les coupes programmées des CSV et LSAP dans les programmes d'aide sociale signifient que la vie de dizaines de milliers de familles va se détériorer de façon considérable. Et cela vaut non seulement pour les personnes qui ont un emploi, mais dans une plus large mesure pour des milliers de femmes et d'hommes qui ont une retraite minimum, une petite pension d'invalidité, qui vivent du RMG ou d'un complément du RMG, et dans une plus large mesure encore de ceux qui n'ont pas de travail et ne bénéficient souvent pas des allocations-chômage.

Vous vous souvenez peut-être du fait que M. Juncker, quand il est devenu premier ministre en 1995, avait déclaré que les problèmes seraient résolus car ils étaient mineurs. Cependant, le chômage en 1995 était encore relativement faible. Mais depuis, il n'a cessé de croître et il augmente très rapidement depuis le début de la crise, ce qui se manifeste dans un certain nombre d'entreprises par des plans de licenciements aux conséquences dramatiques. Il n'est pas exagéré de dire que nous avons aujourd'hui au Luxembourg 25.000 chômeurs, près de 2 fois plus que les chiffres officiels du gouvernement.

On peut juste qu'ils mentent sur le papier et usent de toutes sortes d'astuces pour maintenir le nombre officiel de chômeurs aussi bas que possible et masquer l'ampleur de la catastrophe et leur faillite.

Le gouvernement lui-même a admis que, dans leurs chiffres officiels des catégories entières de chômeurs ne sont plus pris en compte, tels que les chômeurs qui travaillent plus de 7 jours dans le mois, les femmes malades ou les chômeuses qui sont en congé maternité. Et comme il y a aussi ceux qui ont envoyé des dizaines, voire des centaines de demandes d'emploi pour des entreprises et qui, dans la plupart des cas, n'ont pas obtenu de réponse, se sont découragés et ne présentent plus l'Agence pour l'emploi, sans oublier ceux qui, pour les Statistiques du Bureau de l'emploi, ont été supprimés car cela fait déjà deux ans qu'ils sont sans emploi.

L'alternative est le socialisme

Le Parti communiste a été et est convaincu qu'il est nécessaire que, dans ces conditions misérables dans l'un des pays les plus riches du monde, tous ceux qui ne sont pas d'accord avec cette politique, ceux qui veulent se battre, tous ceux qui recherchent une alternative dans les intérêts des travailleurs, des chômeurs et des retraités travaillent ensemble.

Le KPL est convaincu que les contradictions de ce système avec toutes ses conséquences néfastes, dont je viens d'énumérer ici un certain nombre, là aussi, ne pourront être résolues et surmontées au Luxembourg, que lorsque le capitalisme sera aboli.

Le socialisme, qui se caractérise par la nationalisation des principaux moyens de production, par la planification sociale et le contrôle démocratique de l'économie et de toutes les institutions étatiques par les travailleurs et les travailleurs, est la seule alternative au capitalisme – même ici au Luxembourg. Un socialisme qui ne puise pas dans modèle, mais construit selon l'expérience historique de notre peuple et la situation spécifique de notre pays.

## **Seuls contre tous, les communistes turcs mènent campagne contre le déploiement des missiles Patriot visant la Syrie** Article AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

Seul contre le consensus dominant nationalistes-islamistes, le Parti communiste turc (TKP) mobilise ses forces militantes depuis plusieurs mois pour sensibiliser l'opinion turque et construire un mouvement d'opposition de masse aux manœuvres de l'OTAN en Syrie.

C'est dans cette lutte générale que s'intègre la bataille pour le retrait des missiles Patriot. Depuis le 10 janvier, la campagne « Vigilance contre les Patriot » collecte des signatures contre le déploiement des missiles de l'OTAN en territoire turc et rencontre un franc succès.

Une campagne organisée à partir du parc Guvenpark, au centre d'Ankara, où les militants du TKP ont organisé pendant une dizaine de jours une veille symbolique, jour et nuit qui a rencontré un écho certain auprès d'une population rétive à soutenir les manœuvres de guerre de leur gouvernement.

« Vous pouvez bien nous étouffer avec vos gaz lacrymogènes, mais vous n'étoufferez pas la conscience du peuple turc »

Une campagne relayée par des manifestations, comme celle du 13 janvier où plusieurs milliers militants communistes et sympathisants pacifistes ont défilé dans les rues d'Ankara contre les manœuvres impérialistes en Syrie.

Une marche pacifique perturbée par les forces de police craignant la jonction avec le lieu de rassemblement à Guvenpark. La charge contre le cortège à coups de gaz lacrymogènes et de matraques, a soudé les manifestants et leur ont finalement permis d'atteindre le centre-ville.

Les mots du dirigeant du Parti communiste turc (TKP) Aydemir Güler, s'adressant à la foule réunie à Ankara, résumant la détermination des communistes turcs :

« La police semble oublier qui sont les communistes et les patriotes de ce pays. On ne nous dit pas 'Arrêtez-vous ici, marchez plutôt là'. »

« Ils nous donnent des leçons de patriotisme sur la base d'une Constitution qu'il piétine chaque jour. Le TKP va leur montrer ce qu'est le patriotisme. Si le Parlement reste muet, c'est nous qui parlerons. Dire que la Syrie est une menace pour la Turquie, ce n'est qu'un énorme mensonge. La vérité, c'est qu'on veut manipuler le peuple turc pour le mettre au service des États-Unis et de l'OTAN. Vous pouvez bien nous étouffer avec vos gaz lacrymogènes mais comment ferez-vous pour étouffer la conscience du peuple turc ? »

Dénoncer les manœuvres de guerre contre la Syrie et contre l'Iran

Le Parti communiste turc avait déjà envoyé, le 7 janvier dernier, une lettre aux parlementaires turcs pour rappeler l'inconstitutionnalité de cette mesure violant l'article 92 de la constitution selon lequel seul le Parlement peut autoriser le déploiement de troupes étrangères en Turquie.

La décision unilatérale du gouvernement de l'AKP de déployer missiles Patriot et soldats de l'OTAN viole donc ce qu'il peut subsister de la prétendue démocratie turque.

Le TKP dénonce ainsi le discours hypocrite du gouvernement turc prétextant une menace syrienne contre la Turquie, là où en réalité le gouvernement prépare avec

l'OTAN et Israël une opération de grande envergure contre l'Iran.

Le soutien politique mais aussi militaire apporté par la Turquie à la rébellion armée syrienne révèle manifestement que c'est la Turquie qui représente une menace pour la paix régionale, en s'alignant sur les positions des puissances impérialistes occidentales.

La question posée par le TKP aux parlementaires turcs était simple : « Députés turcs, qu'allez-vous faire ? Les missiles Patriot sont en route. Allez-vous arrêter cette machine de guerre ? Allez-vous prendre vos responsabilités et dire : « C'est le Parlement qui décide dans ce pays ». Renvoyez les Patriot et les troupes étrangères dans leur pays ! »

Les communistes turcs essaient d'empêcher le débarquement des missiles Patriot

Si la question est laissée lettre morte, les militants du TKP ont bien essayé ce 21 janvier d'empêcher le débarquement des missiles Patriot au port d'Iskenderun, avec une opération coup de poing menée par une centaine de militants du TKP.

Sous les mots d'ordre « Les tueurs de l'OTAN, hors de notre pays ! », « Pas de Yankee en Turquie » ou encore « Les envahisseurs perdent à chaque fois », les militants du TKP ont opposé une résistance qui a contraint les forces de police à intervenir et charger pour disperser le rassemblement.

Les manifestants sont tout de même parvenus à forcer le barrage policier et à achever leur opération dans le port même.

\* sur la base des informations gracieusement communiquées par nos camarades du TKP

## **Le Parti communiste libanais condamne le massacre des étudiants à Alep**

Il propose aux forces démocratiques syriennes de s'unir

Communiqué du Parti communiste libanais repris par <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

Une fois de plus, le crime et le terrorisme frappent la Syrie, attaquant, cette fois, l'Université d'Alep et laissant derrière eux des dizaines de martyrs et des centaines de blessés.

Le Parti Communiste libanais, tout en condamnant sévèrement l'explosion terroriste contre ceux qui tentent de faire face à ceux qui poussent leur peuple vers le suicide collectif, exprime sa solidarité avec les parents des victimes. Il réaffirme que la seule voie pour en finir avec la crise grave qui ébranle la Syrie réside dans le dialogue qui mènerait à une conférence nationale ayant pour but de mettre fin massacres et à la destruction. A cela doit s'ajouter, comme nous l'avons maintes fois répété, le refus de toute ingérence extérieure, et, ce, afin de construire un État civil, démocratique et militant en Syrie.

Le PCL réaffirme aussi la nécessité pour les forces de la gauche et de la démocratie, tant au sein du gouvernement que dans l'opposition, de s'unir sous le slogan d'une troisième alternative faisant en même temps face aux solutions préconisées par le régime et par la partie de l'opposition qui appelle à une intervention étrangère, jouant ainsi délibérément le rôle du cheval de Troie pour les projets politiques des États-Unis dans la région.

Il voit dans une telle solution la possibilité d'atténuer les souffrances du peuple syrien et d'empêcher la Syrie de glisser vers une guerre civile confessionnelle qui se profile de plus en plus à l'horizon.

## Pierre Laurent Communisme : pour changer le monde Meeting de Bordeaux, 36e congrès 26 janvier 2013

Chers amis, chers camarades,

« Communisme pour changer le monde », notre meeting porte un titre ambitieux, pourquoi cette ambition ?

Oui, pourquoi ce choix à dix jours d'un Congrès de notre Parti qui aura tant d'urgences politiques à traiter, tant d'actualités sur lesquelles se prononcer ? S'agirait-il d'un rituel qui nous oblige à « honorer » le communisme à quelques jours de notre congrès ? S'agirait-il d'une lubie totalement déconnectée des réalités immédiates ?

Non, sûrement pas. Ce thème est un choix assumé, parce que, comme je l'ai dit en lançant les initiatives préparatoires à notre Congrès, nous avons la responsabilité, et nous sommes engagés dans cette voie, d'ouvrir la voie à un communisme de nouvelle génération, une pensée et une action profondément renouvelées pour construire les chemins inédits de l'émancipation humaine au XXIe siècle.

Notre meeting de cet après-midi achève la série d'initiatives publiques que nous avons organisées dans le cadre de la préparation de notre 36e Congrès. Chaque événement a été un moment, public, d'approfondissement de notre débat de Congrès.

Le 10 novembre, nous avons réuni plusieurs centaines de nouveaux adhérents du parti, de tous âges et de tous milieux, pour échanger à bâtons rompus sur le sens de notre engagement, le sens de leur engagement aujourd'hui au Parti communiste, et les ambitions que nous avons pour le développement de notre parti, pour le développement du Front de gauche, pour la France, pour l'Europe dans un monde que nous voulons de paix, de progrès partagé et de solidarité. Ce rendez-vous, je dois le dire, nous a – toutes et tous – remplis de fierté et de bonheur. Je le dis sans modestie pour cette nouvelle « génération » que nous formons ensemble : il y a beaucoup d'énergie, de fraternité, de pertinence et d'audace en nous.

Cette première initiative a été suivie, le 24 novembre à Lille, d'une journée de tables-rondes pour la relance urgence et la transformation profonde de la France. Nous y avons souligné combien – pour donner de nouvelles bases productives à la France, des bases durables, capables de nous projeter dans ce XXIe siècle – industrie et écologie sont désormais solidaires, et combien c'est ce dont la France a besoin pour son développement et pour contribuer au co-développement en Europe et dans le monde.

Le 15 décembre à Marseille, à l'issue d'une journée d'échange sur le thème de la République, j'ai souligné – pardonnez-moi de me citer – combien dans ce monde, dans cette société où chacun est renvoyé à lui-même, au sentiment d'impuissance et d'insécurité, où les dominations, les humiliations, les spoliations s'additionnent pour entraver l'humanité entière ; oui, combien la refondation démocratique de la République, la reconquête citoyenne de tous les pouvoirs est devenue une clé de la transformation de la France, de l'Europe et du monde.

Oui, nous avons tiré, en posant ces jalons, un fil conducteur qui place la force du partage au coeur de notre projet transformateur. « Ce que nous nommons communisme, dit le texte de notre Congrès, c'est bien l'incessant mouvement démocratique d'appropriation citoyenne et de partage, par toutes et tous, de tous les avoirs, autrement dit les richesses,

de tous les savoirs, de tous les pouvoirs, qui enverra peu à peu l'ancien régime du capitalisme aux oubliettes et fera grandir l'humain partout et dans l'humanité tout entière. »

Nous avons une très grande responsabilité. Un quart de siècle après la chute du mur de Berlin, au cœur d'une crise historique du capitalisme, d'une mondialisation qui bouleverse les rapports humains, face à des enjeux écologiques, démographiques, scientifiques et technologiques, éthiques, territoriaux totalement inédits, à l'aube d'un nouveau siècle qui ne pourra échapper aux questionnements sur l'invention d'un nouveau type de développement humain, dans une France et une Europe qui risquent dans ces bouleversements des régressions majeures de leurs modèles sociaux. Oui, dans ce moment inédit de notre histoire contemporaine, où le sens même de l'activité humaine est interrogé, tout est à repenser.

Ceux qui n'oseront pas penser audacieusement l'avenir sont condamnés. Nous luttons pour un nouveau monde. Certains n'y voient que de vieilles rengaines. Ce sont eux qui ne comprennent rien et nous mènent dans le mur.

Le 36e Congrès de notre Parti qui va se tenir du 7 au 10 février veut envoyer un signal d'espoir, un signal d'avenir. Nous voulons, dans ce moment que chacun sent si important pour notre pays, être utiles à notre peuple, à la gauche, à la France, à l'Europe et au monde. Près de mille congressistes travailleront ainsi sous le regard attentif de plus de 500 invités français et internationaux.

Les divisions, les dominations, le système actuel de compétition et d'exploitation, produisent de tels ravages et de telles souffrances, la violence morale, matérielle, de la société capitaliste est telle que l'humanité se trouve à la croisée des chemins.

L'expression est souvent galvaudée mais je la crois tout à fait pertinente. Soit l'humanité reste entravée dans son développement par cette logique et renonce non seulement à progresser mais risque même de renoncer à des pans entiers d'elle-même, soit elle rassemble ses forces et entreprend une émancipation radicale des sociétés.

Et ce combat est âpre. Nous vivons dans la civilisation du marché, dans la civilisation du consommable. Nous vivons dans la civilisation du gâchis permanent, du temps raccourci, du temps qui manque pour réfléchir, échanger, agir, aimer. Nous vivons dans un monde de peurs, de défiance et d'abaissement de la personne humaine alors que, dans le même temps, les possibilités de partage, partage des savoirs, des ressources, des richesses, les potentiels de nouveaux modes de production et les possibilités de coopération et de solidarité sont exponentiels, et surtout, de plus en plus ardemment désirés par les 7 milliards d'êtres humains qui peuplent la planète.

Le dépassement des logiques capitalistes est à l'ordre du jour et c'est ce qui explique la violence des forces qui s'y refusent. « Il y a toujours un rêve qui veille » disait Aragon, et cela leur est insupportable.

Oui, il y a toujours un rêve qui veille. Tous les jours, aux quatre coins du monde, des femmes, des hommes, de toute génération, se lèvent pour résister aux injustices, se dresser contre l'ordre des privilèges et mener le combat pour une vie meilleure pour tous.



Bien sûr, chacun voit bien combien ces efforts sont encore dispersés, éparpillés, mais chacun mesure, aussi, à quel point les convergences deviennent urgentes. Qu'importe le nom que chacun lui donne. Nous nommons ce mouvement nécessaire communisme. D'autres non. Mais les racines d'une société de mise en commun poussent partout.

Un communisme de nouvelle génération peut venir des énergies transformatrices qui travaillent un peu partout sur la planète.

Nous avons décidé en octobre d'organiser ce meeting et d'y parler du communisme.

À sa manière, et bien involontaire, Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche, a ressenti le besoin de nous donner un étrange coup de pouce.

Dans le JDD du 11 janvier, alors que les ouvriers d'Arcelor-Mittal à Florange viennent à peine d'être lâchés par le gouvernement, voilà que mon collègue sénateur m'interpelle en ces termes : « Pierre Laurent doit se rendre compte que nous sommes au XXIe siècle. Le communisme, c'est terminé. Les nationalisations, c'est terminé. On ne peut pas remettre l'économie française sur pied avec de vieilles lunes. »

En réalité, en voilà bien une, de vieille lune, qui consiste ainsi à disqualifier toute tentative d'apporter des réponses nouvelles à la crise majeure que nous connaissons. Si les vieilles recettes auxquelles JM Baylet invite la gauche à s'accrocher étaient capables de remettre sur pied l'économie française, et pour le coup la sidérurgie française, ça se saurait.

Oui, il est urgent d'explorer de nouveaux chemins, et c'est bien ce qui ne va pas avec la politique gouvernementale actuelle.

Oui, ce qui ne va pas, c'est cette insistance à taxer d'irréalisme toute tentative de sortir des sentiers battus et rebattus de l'échec des logiques libérales et social-libérales.

Ce qui ne va pas, c'est cet air de renoncement permanent qui sonne sur tous les sujets comme du défaitisme. Et qui faute d'inventer les solutions de gauche nécessaires finit toujours par faire la part belle à la finance et aux solutions du passé des forces de l'argent et du Medef.

On nous dit : « Arrêtez de vous opposer, vous allez faire échouer le gouvernement ». Moi je dis : « Arrêtez de ne pas innover, de ne pas oser, de ne pas entreprendre, sinon vous irez à l'échec. »

Ce qu'Éliane et André, qui président les groupes parlementaires communistes, républicains et Front de gauche à l'Assemblée nationale et au Sénat, viennent de nous dire en ait la démonstration. Et d'ailleurs je veux rendre hommage à leur action et à celle de nos parlementaires, à nos élus dans toutes les assemblées. Ils sont force de propositions, force d'initiative. Ils répondent toujours présents aux salariés et aux citoyens, ils sont à leur écoute, à leur disposition, ils travaillent des propositions de loi avec eux, et chaque geste qui peut être fait pour changer la donne, elles et ils le font.

La gauche a besoin de confrontation d'idées, de projets, de solutions. N'ayons pas peur des débats, des idées nouvelles et dérangeantes. Si nous remettons à d'incertains jours meilleurs toute tentative de changement, d'innovation et de transformation, le changement ne viendra jamais. Si nous disons aux citoyens, aux salariés, à ceux qui ne peuvent plus

attendre : « Attendez », au lieu de leur dire : « Allons-y », le changement ne viendra jamais.

Ce renoncement, cette façon d'affirmer sans appel qu'il y a pas d'alternative à la situation présente ou aux choix faits pour l'heure par le gouvernement, ça, c'est du défaitisme. Et ça, en ce XXIe siècle précisément, le devoir et le rôle de la gauche dans toute sa diversité c'est de le combattre, de réinventer les chemins d'un progrès humain durable. Et, pour cela, d'apporter des solutions fondatrices, de parier sur les intelligences, de travailler à l'union, toujours l'union et encore l'union de celles et de ceux, qui en se réappropriant le politique, décideront ensemble, des choix politiques nouveaux à faire.

En somme, pour nous, les communistes, la démocratie cela a un sens, cela a du sens. Toute transformation sociale qui réponde aux attentes et aux besoins populaires ne trouve de chance d'aboutir que lorsque le peuple tient les rênes.

Voilà pourquoi, nous ne croyons absolument pas que l'accord signé entre le Medef et trois organisations syndicales soit une bonne chose.

Non seulement parce que ces dispositions font reculer les droits sociaux et la protection des salariés au lieu de les faire progresser.

Voilà par exemple ce que cet accord contient : le refus de mobilité interne entraînerait désormais un licenciement pour motif individuel ; le refus des plans emplois compétitivité, chers au Medef, ferait encourir le licenciement pour « motif économique individuel » ! Et puis, cet accord invente le « CDI intermittent » qui permettra à l'employeur de décider des périodes de travail et des périodes non travaillées, cela au mépris de la vie des salariés.

Nous ne croyons pas au prétendu donnant-donnant ou « gagnant-gagnant » comme disent certains : faciliter les licenciements fera des emplois demain. La compétitivité est une machine à tirer vers le bas. Il faut changer de logique.

Mais surtout ce type d'accord tourne le dos à l'ambition de civilisation à laquelle il faudrait s'atteler et qui consisterait à libérer le travail de la dictature des critères financiers.

Avec la sécurité sociale professionnelle, c'est le progrès de l'humanité qui est à l'ordre du jour pour mettre fin aux pouvoirs abusifs des actionnaires, pour mettre fin au dumping social et construire l'Europe sociale et un nouvel âge des droits sociaux mondiaux. À l'heure de la mondialisation, il faut une révolution mondiale des droits sociaux, une

Organisation internationale du travail (OIT) du XXIe siècle qui ait de réels pouvoirs. On parle toujours de guerre, d'affaires militaires au Conseil de sécurité de l'ONU. Et si on y parlait, enfin, droits sociaux et développement ?

Voilà pourquoi, nous posons cette question : et si le travail n'était plus traité comme une marchandise, mais la mise en partage des intelligences créatrices de l'humanité pour résoudre les immenses problèmes de la planète ?

On nous dit « Lubie ! » Je réponds : « Comment allez-vous résoudre en quelques décennies les immenses défis de la transition énergétique, si seul le marché règne ? » Avec les droits à polluer ? Avec des marchés de matière première de plus en plus dérégulés ? Avec la privatisation de tous les services publics ? Moi je dis, voilà l'irresponsabilité !

Ce sont ceux qui parlent de biens communs, biens publics, de services publics, de travail libéré des critères de l'argent et des normes d'évaluation comptable, qui parlent avec réalisme et sérieux de l'avenir.

Voilà pourquoi – au fond pour les mêmes raisons – nous nous inquiétons de la guerre entreprise au Mali. Non pas que nous ne comprenions pas l'appel à l'aide de nos amis maliens devant la menace djihadiste. Et de ce point de vue, à la question : « Fallait-il aider les Maliens, qui le demandaient, à stopper immédiatement leur offensive armée », notre réponse est « oui ». Mais en revanche, nous le disons tout aussi clairement, une intervention militaire, et encore moins une guerre, ne sera jamais en mesure de régler les immenses et complexes problèmes posés par la reconstruction du Mali, la sécurité dans la région du Sahel, l'isolement des groupes d'islamistes et leurs actions terroristes. Et c'est sur ce terrain-là que nous attendions une gauche ambitieuse, désireuse de changer le monde.

Voilà pourquoi, nous dénonçons toutes les formes actuelles de concentration des pouvoirs, quand la révolution informationnelle permettrait la mise en réseau de tous, quand la démocratie serait le gage du partage et de la solidarité. La présidentialisation en France, les traités austéritaires en Europe, l'OTAN au service du seul intérêt de quelques puissances occidentales capitalistes, le G8 ou le G20 comme directoire du monde, voilà ce qui ne va pas.

Nous voulons la 6e République de tous pour tous, l'Europe sociale et solidaire respectant les peuples, leur souveraineté, leurs aspirations démocratiques, nous voulons la dissolution de l'OTAN et du G8 pour aller vers un multilatéralisme incluant tous les pays dans la définition d'une mondialisation de progrès humain durable.

Voilà pourquoi, notre engagement communiste est ancré dans le quotidien pour inventer chaque fois qu'il est possible, partout où c'est possible, un chemin de justice et de coopération en lieu et place de la logique de concurrence, de compétition, de domination et de guerre.

Voilà pourquoi notre engagement est de la même façon inscrit dans la longue durée du processus qui conduira à la libération progressive mais certainement nécessaire des sociétés humaines.

Notre action n'est pas un rêve vain. Elle est un levier dont le monde a besoin pour agir avec espoir et créativité aux transformations immédiates de notre société.

Je dis à toutes celles et à tous ceux qui nous rejoignent. Soyez fiers de votre choix et ne vous laissez pas impressionner.

C'est toujours dans le feu de l'action, dans la braise de l'actualité et du combat de classes, que se forge l'engagement communiste. Et ces braises, à nouveau, sont incandescentes.

Notre parti est le creuset de mille et un parcours singuliers. Et dans une société dont la logique est le formatage, le

calibrage des individus, le dirigisme, l'autoritarisme, l'égoïsme, s'assigner pour ambition l'émancipation de tous par l'épanouissement de chacun, est non seulement profondément subversif mais aussi prodigieusement porteur d'avenir.

Oui, il est possible d'être soi, pleinement soi et de s'inscrire dans une visée commune où l'intérêt général n'est pas fondé sur « un minimum nécessaire » mais sur le principe que le meilleur est à partager.

Ce que peuvent nous apprendre les expériences socialistes, communistes, ou prétendues telles, du siècle passé et dont la chute du mur de Berlin marque la fin, c'est que la transformation sociale est illusoire, elle est même impossible, dès lors que l'individu est nié et réduit à la taille d'un atome qui subit la société plutôt que d'en être un acteur en pleine possession de ses droits, de ses facultés, de ses libertés.

Je veux être clair. Les drames qui au cours du XXe siècle ont durablement affecté le projet communiste, le stalinisme, et ses millions de victimes, et l'échec profond du système soviétique, ont grevé la crédibilité du communisme, durablement. Dans notre pays, les énergies communistes s'en étaient trouvées divisées, dispersées. Il a fallu repenser et rassembler.

Ce travail a pris du temps. Il a dû être mené dans une période de lutte de classes intense, d'affaiblissement de notre parti provoqué par les transformations de la société française elle-même, la désindustrialisation en premier lieu. Mais aujourd'hui, le travail accompli est un bien précieux pour penser de façon renouvelée l'action communiste pour transformer le réel. Et la route a repris, résolument tournée vers le XXIe siècle.

Chers amis, chers camarades,

Je crois que notre Congrès devra lancer deux appels majeurs.

Le premier pour dire que « l'alternative à l'austérité, c'est possible ». jamais nous ne laisserons les forces de la résignation l'emporter. Pourquoi ne pas, quand nous aurons su déployer notre campagne, nous adresser à tous nos concitoyens, très largement, pour aller vers des assises du changement ?

Et un second appel à construire avec nous –et sûrement pas seuls, le nouveau projet communiste de l'avenir qui dessinera dans les conditions de la mondialisation du XXIe siècle les chemins nouveaux de l'émancipation humaine. C'est un enjeu de longue haleine dans lequel j'entends, avec vous tous, m'investir personnellement.

Alors, amis et camarades,

au combat, avec ardeur, avec créativité et esprit de rassemblement !